

**RAPPORT DE L'UNION AFRICAINE  
SUR LE 10<sup>ÈME</sup> FORUM DE L'AGOA TENU A LUSAKA (ZAMBIE)  
9-10 JUIN 2011**

## **INTRODUCTION**

1. Le 10<sup>ème</sup> Forum de l'AGOA s'est tenu à Lusaka (Zambie) les 9 et 10 juin 2011, sur le thème "**Amélioration du commerce par le renforcement de la compétitivité, de la création de la valeur ajoutée et de l'intégration régionale**". Il a été précédé par une réunion de hauts fonctionnaires et experts des pays éligibles à l'AGOA tenue le 6 juin et par la réunion consultative des Ministres du Commerce de l'Union africaine tenue le 8 juin.
2. Les pays suivants éligibles à l'AGOA ont participé au Forum: Angola, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap Vert, Tchad, Ethiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Kenya, Lesotho, Libéria, Maurice, Mozambique, Namibie, Nigéria, Rwanda, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Afrique du Sud, Swaziland, Tanzanie, Togo, Ouganda et Zambie. Étaient également présents des représentants de la Commission de l'UA, des CER, des organisations du secteur privé africain et de la société civile africaine. Le Vice-président, S.E. Erastus Mwencha, a conduit la délégation de l'UA au Forum.
3. La délégation américaine, conduite par la Secrétaire d'Etat Hillary Clinton, comprenait des ministres, des responsables nationaux de haut niveau, des membres du Congrès, ainsi que des représentants du secteur privé américain et des organisations de la société civile.
4. Les travaux du 10<sup>ème</sup> Forum de l'AGOA se sont déroulés en séances plénières et en sessions de groupes restreints qui ont examiné divers aspects du thème du Forum. Le programme prévoyait également des événements du secteur privé, de la société civile et du Programme des femmes africaines entrepreneures (AWEP), et, comme manifestation parallèle, une exposition commerciale.
5. Le Forum de Lusaka s'est tenu dans le contexte de deux événements positifs du point de vue africain. Tout d'abord, conformément à la directive de la sixième session ordinaire de la Conférence des Ministres du Commerce de l'UA tenue à Kigali (Rwanda) en novembre 2010, un examen à mi-parcours de l'AGOA, le tout premier du genre, a eu lieu à Lusaka en mai 2011 avant le 10<sup>ème</sup> Forum. Le rapport de la réunion d'examen a contribué à une participation efficace de la partie africaine dans les délibérations du 10<sup>ème</sup> Forum de l'AGOA. Deuxième événement important dans la préparation du Forum, le discours du Sous-secrétaire d'Etat américain aux Affaires africaines a véhiculé des indications claires de l'Administration américaine qui a une vision positive de l'AGOA et des principales questions connexes.

## Faits saillants du 10<sup>ème</sup> Forum de l'AGOA

### I. Réunion des hauts fonctionnaires et experts africains:

6. La réunion des hauts fonctionnaires et experts a examiné les points suivants:
  - a. le rapport de l'examen à mi-parcours de l'AGOA et ses principales recommandations ;
  - b. la présentation du Prof. Mwangi S.Kimanya, Directeur de l'Initiative pour la croissance de l'Afrique au sein de la « Brookings Institution », intitulée **"L'amélioration de l'AGOA : Vers un nouveau cadre pour le commerce Etats-Unis/Afrique"**;
  - c. la proposition du Représentant permanent de l'UA à Washington concernant une structure et un mécanisme de coordination pour les questions relatives à l'AGOA;
  - d. l'ordre du jour du 10<sup>ème</sup> Forum de l'AGOA.
7. Dans les discussions qui ont suivi les exposés, experts et hauts fonctionnaires :
  - se sont félicités de l'examen à mi-parcours, réalisation importante et occasion unique pour l'Afrique de s'auto-évaluer et d'évaluer l'impact de l'AGOA sur les économies africaines, sur la base de recherches et d'études empiriques;
  - ont noté que le rapport de l'examen à mi-parcours n'a pas suffisamment mis en relief les contraintes qui continuent de peser sur les pays éligibles à l'AGOA et de les empêcher de tirer parti de tous les avantages de ce régime;
  - ont lancé un appel en faveur de la prorogation de l'AGOA au-delà de 2015 et souligné que l'argument en faveur de cette prorogation était lié à la capacité de l'Afrique à exploiter au maximum les opportunités offertes par l'AGOA;
  - ont réaffirmé avec force que la solution, pour augmenter la capacité productive de l'Afrique, est d'accélérer l'intégration régionale;
  - ont souligné le fait qu'accéder au marché sans renforcer les capacités commerciales ne donnerait pas les résultats souhaités et donc réitéré la nécessité de répondre de manière adéquate aux contraintes du côté de l'offre, en particulier, en soutenant les projets régionaux dans le domaine des infrastructures;

- ont fortement plaidé en faveur d'un traitement spécial pour les pays sortant de conflits éligibles à l'AGOA. Le traitement spécial leur permettrait de profiter au maximum des avantages de l'AGOA. Proroger à long terme l'AGOA tout en le rendant prévisible et durable a été considéré comme particulièrement nécessaire pour ces pays qui sont déjà à la traîne en raison de leur situation particulière.

8. En ce qui concerne la structure et le mécanisme de coordination proposés pour les questions de l'AGOA à Washington, la réunion a convenu de ce qui suit:

- i. la présidence de l'AGOA devrait être rotative pour refléter une représentation géographique équitable;
- ii. la capacité des ressources humaines de la Mission de l'UA à Washington à traiter des questions économiques doit être renforcée par un financement accru provenant du budget ordinaire de l'UA;
- iii. la Commission de l'UA et la CEA devraient élaborer un cadre de suivi et d'évaluation de l'initiative AGOA, avec la participation des Communautés économiques régionales, en organisant des réunions d'examen à mi-parcours ; et
- iv. les deux présidents, celui du Groupe consultatif ministériel de l'AGOA et celui du Comité de développement économique du Corps diplomatique africain devraient continuer de coordonner les activités de l'AGOA à Washington D.C.

9. La réunion a également examiné le point sur la nomination du président du Forum de l'AGOA de 2013 qui se tiendra en Afrique. Au cours de l'examen de cette question, la réunion a rappelé la décision de la réunion du Groupe consultatif ministériel africain de 2010 sur l'offre de l'Ethiopie d'accueillir le Forum de l'AGOA de 2013. La réunion a de ce fait approuvé la nomination de l'Ethiopie comme prochain président africain du Forum de l'AGOA, après la Zambie, ainsi que l'offre de l'Ethiopie d'abriter le Forum de l'AGOA en 2013.

10. Le Bureau ci-après a été approuvé par la réunion: Zambie (Président), Ethiopie (Vice-président), Nigeria, Cameroun et Namibie (Rapporteurs).

11. La réunion des hauts fonctionnaires et experts a formulé les recommandations clés suivantes comme questions prioritaires que les Ministres de l'Union africaine devraient examiner dans le cadre de leur dialogue avec les partenaires des Etats-Unis:

- i. la prorogation de l'AGOA au-delà de 2015 en lui donnant une durée de vie à long terme, en le rendant prévisible et durable et la prorogation de la disposition relative aux tissus provenant d'un pays tiers pour faire en sorte

qu'elle fonctionne en même temps que l'AGOA, après expiration de ce dernier en 2013;

- ii. l'accent sur le renforcement des capacités productives des pays éligibles à l'AGOA en particulier, sur le développement des infrastructures;
- iii. l'assouplissement des obstacles au commerce tels que les procédures, les règles et réglementations rigides dépendant des experts dans les marchés américains;
- iv. la prorogation de la couverture des produits de l'AGOA;
- v. le traitement spécial en faveur des petits États insulaires et des pays sortant de conflit;
- vi. la nécessité pour les parties africaine et américaine d'évaluer conjointement l'AGOA grâce aux réunions d'examen à mi-parcours ainsi qu'aux rapports et communiqués conjoints sur tous les Forums de l'AGOA.

## **II. Réunion du Groupe consultatif ministériel africain de l'AGOA:**

12. Au cours de la réunion consultative ministérielle de l'AGOA tenue le 8 juin 2011, des allocutions liminaires ont été prononcées par S.E. Félix C. Mutati, Ministre du Commerce et de l'Industrie de la République de Zambie et par M. Erastus Mwencha, Vice-président de la Commission de l'Union africaine.

13. Le Vice-président, après avoir remercié le Gouvernement zambien pour l'accueil du 10<sup>ème</sup> Forum de l'AGOA ainsi que pour l'excellente qualité des installations et dispositions prises pour faciliter le déroulement du Forum, a souligné les points clés suivants visant à guider les délibérations:

- l'Afrique doit parler d'une seule et même voix face aux Etats-Unis et être prête à négocier en position de force;
- le message qui doit être clair pour les Etats-Unis est que la non-prévisibilité du régime de l'AGOA a limité l'utilité de ce dernier en tant qu'outil servant à attirer les investissements en Afrique;
- l'Afrique et les Etats-Unis doivent envisager des moyens mutuellement bénéfiques de rendre l'AGOA plus favorable aux investissements et doivent mettre en place les mécanismes nécessaires pour stimuler les investissements américains en Afrique;
- l'Afrique doit encourager les Etats-Unis à mettre en place des mécanismes pertinents pour promouvoir l'intégration régionale en Afrique et stimuler le

commerce intra-africain. Plus précisément, les composantes de l'intégration régionale doivent être intégrées et renforcées dans les programmes existants de certains organismes américains, comme par exemple, l'entreprise « Millennium Challenge Corporation » et l'USAID.

14. Dans son allocution, le Ministre Mutati a souhaité la bienvenue en Zambie aux ministres et aux autres délégués et a souligné la nécessité de disposer de stratégies claires pour emporter l'engagement des Etats-Unis sur les cinq questions essentielles, à savoir : (i) l'avenir de l'AGOA, (ii) la prorogation de la disposition relative aux tissus provenant d'un pays tiers, (iii) la suppression des barrières non tarifaires, (iv) le soutien nécessaire à l'intégration régionale et (v) le renforcement des capacités.

15. Il a également exhorté les ministres à apporter des réponses aux autres questions critiques liées à la répartition inégale des avantages de l'AGOA parmi les pays éligibles à l'AGOA et au perpétuel manque de capacité permettant de tirer le maximum d'avantages des opportunités de l'AGOA.

16. Après les allocutions liminaires, le rapport de la réunion des experts et hauts fonctionnaires a été présenté aux ministres. Les observations pertinentes suivantes ont émergé de la réflexion des ministres :

- les discussions sur l'AGOA doivent tenir compte de l'actualité du discours et de l'évolution dans le domaine du commerce mondial et régional et de leurs implications pour l'AGOA;
- la nécessité d'aborder la question de l'aide progressive qui anéantit l'aspiration de l'Afrique à l'intégration régionale et sape les principes africains d'unité et de solidarité;
- la question des critères d'éligibilité doit être traitée au sein des mécanismes africains existants ;
- le rôle de l'Union africaine en ce qui concerne la surveillance et le suivi des recommandations des forums de l'AGOA ainsi que la nécessité d'un examen et d'une évaluation conjoints EU/Afrique.

17. La réunion consultative ministérielle a adopté les recommandations suivantes qui seront présentées à la partie américaine. Certaines d'entre elles avaient été proposées par la réunion des hauts fonctionnaires et des experts aux ministres, pour examen.

- i. l'AGOA devrait être prorogé au-delà de 2015 et l'expiration de la disposition relative aux tissus provenant d'un pays tiers pourrait intervenir au même moment que celle de l'AGOA;
- ii. les Etats-Unis devraient considérer prioritaire leur appui au renforcement des capacités dans des domaines tels que les infrastructures, les normes

sanitaires et phytosanitaires, afin d'accroître l'offre et les capacités productives des pays éligibles à l'AGOA;

- iii. les Etats-Unis devraient envisager d'accorder un traitement spécial aux petits États insulaires et aux pays sortant de conflit;
- iv. les discussions sur l'AGOA doivent être situées dans le contexte des autres négociations commerciales qui ont lieu aux niveaux mondial et régional tels le cycle de Doha et l'OMC;
- v. la nécessité d'un mécanisme de suivi et d'évaluation de l'AGOA par la tenue de réunions d'examen à mi-parcours et par des rapports conjoints à la fin de chaque Forum ministériel de l'AGOA ;
- vi. la nécessité de prendre contact avec le Président Barack Obama pour proposer la tenue au plus haut niveau politique d'un sommet USA / Afrique.

18. Dans le but d'améliorer le cadre institutionnel de l'Afrique par rapport au processus de l'AGOA, les ministres ont demandé à la Commission de l'Union africaine de :

- a) entreprendre, en collaboration avec la CEA et les autres organisations compétentes, une étude sur les scénarios de l'après AGOA;
- b) formuler l'ensemble des procédures qui devraient guider les réunions du Groupe consultatif ministériel africain;
- c) prendre les mesures nécessaires pour soumettre par les canaux appropriés de l'Union africaine, à l'examen du Conseil exécutif de l'UA, les modalités de mise en œuvre de la structure de coordination des questions de l'AGOA.

19. A la fin de la réunion consultative, les ministres ont approuvé l'offre de l'Ethiopie d'accueillir le Forum de l'AGOA en 2013 et l'offre du Cameroun de l'accueillir en 2015.

20. Le rapport de la sixième réunion du Groupe consultatif ministériel africain est joint en annexe II. Est également joint le communiqué publié par les ministres à la fin de la réunion consultative.

### **III. 10<sup>ème</sup> Forum de l'AGOA**

#### **(A) Dialogue de haut niveau entre les ministres africains et les représentants du Département américain du commerce:**

21. Le Dialogue de haut niveau qui a précédé l'ouverture officielle du Forum a été une innovation du 10<sup>ème</sup> Forum de l'AGOA. Il a donné lieu à un échange de vues très animé entre le Représentant américain du Département du commerce et les ministres

africains, occasion unique pour les deux parties de partager leurs préoccupations et aspirations liées à l'AGOA et à l'ensemble des relations commerciales entre les Etats-Unis et l'Afrique. L'échange a été franc et instructif eu égard aux attentes des États-Unis et de l'Afrique.

22. Au cours du dialogue, les ministres africains ont ardemment défendu l'ensemble des recommandations sur lesquelles ils avaient été d'accord à l'issue de leur réunion de consultation. La partie américaine a largement appuyé l'opinion africaine.

**(B) Ouverture officielle du 10<sup>ème</sup> Forum de l'AGOA:**

23. Le Forum a été ouvert par S.E. M. Rupiah Banda, Président de la République de Zambie qui, non seulement a souhaité la bienvenue en Zambie aux Ministres de l'Union africaine et aux partenaires américains de l'Union, mais également salué les intentions des États-Unis telles que présentées dans le discours du Secrétaire d'Etat adjoint américain aux Affaires africaines concernant la prorogation possible de l'AGOA jusqu'en 2025.

24. Dans la brève allocution qu'il a prononcée à l'occasion de ce Forum, le Ministre du Commerce de la République de Zambie a souligné le fait que l'AGOA est un partenariat fondé sur le partage des responsabilités et le respect mutuel et non un partenariat de patronage.

25. Un des faits marquants de la rencontre a été une lettre adressée au Forum par le Président Obama et lue pour lui par le Représentant américain du Département du Commerce, l'Ambassadeur Ron Kirk. Dans cette lettre, le Président Obama a :

- reconnu que l'Afrique subsaharienne est la région dont la croissance est la plus élevée du monde;
- exprimé l'engagement de son administration à proroger les dispositions relatives aux tissus provenant d'un pays tiers et à proroger l'AGOA en veillant à le rendre plus prévisible pour attirer les investissements;
- pris l'engagement d'inscrire le Sud-Soudan sur la liste des pays éligibles à l'AGOA.

26. L'important message que la partie américaine a transmis au Forum par la voie de l'Ambassadeur Kirk avait pour teneur :

- l'engagement à travailler ensemble pour soutenir devant le Congrès américain que l'AGOA profite à l'Afrique et n'est pas sous utilisé;
- l'engagement des Etats-Unis à renforcer les capacités commerciales par le biais de la « Millennium Challenge Corporation » (MCC) – A la date

d'aujourd'hui, 5,5 milliards de dollars ont été investis dans des projets du MCC;

- l'engagement à fournir 120 millions de dollars au cours des quatre prochaines années pour renforcer les centres commerciaux de l'USAID en Afrique en vue d'accélérer le renforcement des capacités commerciales;
- l'annonce d'une nouvelle initiative de renforcement des capacités commerciales : L'expansion de la compétitivité et du commerce africains.

### **(C) Clôture officielle**

27. La clôture officielle du Forum a été rehaussée par la présence de S.E. la Secrétaire d'Etat américaine, Mme Hillary Clinton dont le discours a souligné la politique de l'Administration américaine relative à l'AGOA et l'engagement de cette administration à veiller à ce que l'AGOA réalise son objectif qui est de réduire la pauvreté en Afrique. Elle a réitéré les engagements pris aussi bien par le Président Obama dans sa lettre lue par le Représentant américain du Département du Commerce dans son allocution. Mme Clinton a reconnu les défis que rencontre l'Afrique en termes de renforcement des capacités commerciales et a pris l'engagement d'apporter des améliorations dans le domaine des infrastructures « dans les cas de goulot d'étranglement empêchant le commerce »

28. En ce qui concerne l'intégration régionale en Afrique, la Secrétaire d'Etat a annoncé que les Etats-Unis ont une nouvelle approche comme en témoigne le soutien américain à la Communauté de l'Afrique de l'Est dont les efforts visent à réaliser un marché commun. Mme Clinton a indiqué que les Etats-Unis ont l'intention de soutenir de la même manière chaque communauté économique régionale africaine.

### **CONCLUSION ET PERSPECTIVE**

29. Le 10<sup>ème</sup> Forum de l'AGOA a été un énorme succès eu égard à l'entente à laquelle sont parvenues les parties africaine et américaine au sujet de la contribution importante que la prorogation et l'amélioration du régime de l'AGOA pourraient apporter au renforcement des relations commerciales et économiques entre l'Afrique et les Etats-Unis, et à la promotion de la croissance et du développement économiques en Afrique. Parmi les principales réalisations du 10<sup>ème</sup> Forum figurent les engagements pris par l'Administration américaine en faveur de la prorogation de l'AGOA au-delà de 2015, de la prorogation des dispositions relatives aux tissus provenant d'un pays tiers et de l'alignement de la période de couverture de ces dernières avec celle de l'AGOA. Il est également important de prendre note des initiatives de renforcement des capacités commerciales annoncées par l'Administration américaine et de l'engagement de cette administration à appuyer le programme d'intégration régionale en Afrique.

30. Le rôle de coordination de la Commission de l'Union africaine dans le processus de l'AGOA a été souligné par les experts africains, les hauts fonctionnaires et les



ministres. Par ailleurs, de nombreuses demandes appelant la Commission à agir ont été adressées à cette dernière.

31. En ce qui concerne la voie à suivre, il est important de prendre appui sur les réalisations du 10<sup>ème</sup> Forum de l'AGOA, en d'autres termes :

- i. le Groupe africain des Ambassadeurs à Washington, les responsables de la Commission de l'UA et les décideurs politiques africains devraient intensifier le lobbying auprès des membres du Congrès américain et soutenir les efforts de l'Administration américaine visant à obtenir la prorogation et l'amélioration de l'AGOA ;
- ii. la Commission de l'UA doit lancer le processus d'organisation d'un Sommet Afrique / Etats-Unis selon une recommandation du Forum;
- iii. la Commission de l'UA doit réaliser ce qui lui a été demandé par la réunion ministérielle consultative africaine;
- iv. la Commission de l'UA, les CER et les pays éligibles à l'AGOA devraient élaborer des programmes leur permettant de tirer le maximum de profit des initiatives de renforcement des capacités commerciales annoncées par l'Administration américaine ;
- v. des mécanismes devraient être introduits / renforcés pour améliorer les liens entre les secteurs privés de l'Afrique et des Etats-Unis en vue d'améliorer le flux des échanges commerciaux et des investissements ;
- vi. la Commission de l'UA devrait contribuer au renforcement de la Mission de l'UA à Washington en fournissant à la Mission des capacités en ressources humaines lui permettant de faire face aux questions relatives au commerce et au développement économique ; la Mission pourrait ainsi s'acquitter efficacement de son mandat en soutenant les activités du Corps diplomatique africain, celles notamment liées à l'AGOA.